

Mouvements israélo-palestiniens pour la paix

On connaît fort peu en France les nombreuses associations et ONG de la société civile israélienne qui réunissent des militants juifs et palestiniens pour la paix. La polarisation des positions autour de la « cause palestinienne » n'aide pas à percevoir ceux qui, en Israël même, se distinguent d'une politique israélienne globalement condamnée.

Martine COHEN, sociologue (CNRS), membre de la LDH,
et Anna C. ZIELINSKA, philosophe, université de Lorraine, Archives Henri Poincaré (AHP-PreST)⁽¹⁾

Nombreuses sont les associations et ONG qui ont été créées après la conquête des territoires palestiniens en 1967 pour critiquer la politique israélienne d'occupation⁽²⁾. Tantôt composées surtout de Juifs de gauche, tantôt essentiellement mixtes, elles portent des messages différents et leur pertinence contemporaine est manifeste. Il y a des associations historiques qui sont restées influentes tant que le « Camp de la paix » et la gauche étaient forts dans la société israélienne (l'assassinat de Rabin en 1995 constituerait un tournant dramatique dans cette histoire), et d'autres plus récentes, qui s'intéressent moins à cette partition courante du champ politique qu'aux dimensions politiques de tous les aspects de la vie⁽³⁾.

Les premières organisations ont été créées par et pour le public israélien juif, étant donné leurs objectifs et leurs activités. Il ne s'agissait pas d'écarter a priori des membres arabes, mais de défendre une certaine vision d'un sionisme de gauche, qu'elles considéraient conforme à la conception initiale de l'Etat d'Israël, ouverte à la création d'un Etat palestinien, dans l'idée du partage de 1947. Les mouvements plus récents tendent à réunir des Juifs (israéliens) et des Palestiniens (citoyens d'Israël ou habitants de Cisjordanie et de Gaza)⁽⁴⁾. Pourquoi ces mouvements communs semblent-ils aujourd'hui plus dynamiques ? On reviendra sur cette question.

Après 1967 : des Israéliens juifs contre l'occupation

Pour les premières organisations, l'objectif était et reste de mobiliser des Israéliens (juifs) contre l'occupation. C'est notamment le cas de l'organisation Peace Now (Shalom Akhshav, créée en 1978, qui milite pour « 2 Peuples, 2 Etats »), et qui a créé dans les années 1990 un observatoire pour recenser les colonies illégales et légales, considérées comme le principal obstacle à la paix. D'autres associations dénoncent les atteintes aux droits de l'Homme dans les territoires occupés et un régime d'apartheid en Israël même (B'tselem, créée en 1989), ou les violences subies par les Palestiniens : Machsom Watch, organisation de femmes créée en 2001, dont les militantes se postent aux check-points en Cisjordanie pour réduire

« Les premières organisations ont été créées par et pour le public israélien juif, étant donné leurs objectifs et leurs activités.

Il ne s'agissait pas d'écarter a priori des membres arabes, mais de défendre une certaine vision d'un sionisme de gauche. »

ou empêcher les violences de l'armée, observer et témoigner, ou encore Breaking the Silence, créée en 2004, qui regroupe des militaires ayant terminé leur service régulier et qui ont donc le droit de dénoncer publiquement les abus de l'armée dans les territoires occupés. Enfin, il existe également les Combatants for Peace (2005), formés à l'origine d'anciens combattants : des soldats israéliens et des refuzniks de l'armée israélienne et des combattants palestiniens. D'autres associations aident les Palestiniens à préserver leurs terres et leurs cultures (Les Rabbins pour les droits humains, créée en 1988, ou Looking the Occupation in the Eye, en 2021). Citons aussi l'association Road to Recovery (Derech Hachlama), dont Vivian Silver – assassinée par le Hamas le 7 octobre dans le kibboutz Be'eri – a été une des figures clés. Cette organisation, fondée en 2010 par Yuval Roth et fonctionnant sans interruption en 2024 et 2025, assure le transport des personnes malades – surtout des enfants – de Gaza vers des hôpitaux israéliens⁽⁵⁾.

La santé est un autre terrain d'échanges, avec des organisations de médecins israéliens qui s'opposent concrètement à des politiques

(1) AHP-Philosophie et recherches sur les sciences et les technologies.

(2) Pour en avoir une vision actualisée, on peut se référer à la liste de celles qui ont participé au Sommet populaire de la paix qui s'est tenu à Jérusalem les 8 et 9 mai 2025.

(3) Cet article n'a pas l'ambition d'exhaustivité, et ne vise qu'à recenser et non pas à analyser les mouvements cités.

(4) Précurseurs dans cette voie ont été le centre éducatif Guivat Haviva, créé en 1949 par la Fédération des Kibboutz, lié aux partis de gauche, et le village Nevé Shalom-Wahat Es-Salam (Oasis de paix), fondé en 1969 par un père dominicain.



Le mouvement Standing Together lutte notamment contre l'absence d'information sur la tragédie à Gaza en affichant, dans les espaces publics ou lors des grandes manifestations organisées par les groupes de soutien aux familles d'otages israéliens, des photos d'enfants gazaouis morts du fait des bombardements. Ci-contre, près de la frontière de Gaza, en mai 2025.

discriminatoires. Fondée en 1988, l'association Médecins pour les droits humains-Israël (PHR-IL) promeut une vision universaliste de l'éthique médicale, dont le refus de l'occupation est un corollaire naturel. La fondatrice – juive – de l'organisation, docteure Ruchama Marton, se présente comme membre d'une «gauche non-sioniste»⁽⁶⁾. Aujourd'hui, c'est sans doute la docteure palestinienne Lina Qasem Hassan, présidente du conseil d'administration, qui fait parler d'elle à cause de son travail exemplaire dans la suite du 7 octobre⁽⁷⁾.

Citons aussi l'association Un cœur pour la paix (One Heart for Peace), fondée en 2005 par des cardiologues israéliens et palestiniens à l'hôpital Hadassah, à Jérusalem. Par ailleurs, depuis des années est étudiée aussi la question des dons d'organes entre les Juifs et les Palestiniens⁽⁸⁾, phénomène fréquent.

Aujourd'hui : ensemble pour l'égalité et la justice

Les associations créées après de nouveaux épisodes de violences ou de guerre (les attentats – ceux de la première intifada ont fait 277 morts en Israël et 1 962 en Palestine, ceux de la deuxième 1 137 en Israël et 3 057 en Palestine –, les guerres à répétition à Gaza) se forment autour de besoins partagés et d'actions concrètes. C'est notamment le cas du Forum des familles endeuillées (Parents Circle – Families Forum-PCFF, 1995), qui réunit des parents de victimes des deux côtés. C'est également ce qui est en jeu chez les militants de l'action sociale auprès des populations défavorisées, juives et arabes (Ta'ayouch – Vivre ensemble –, créé en 2000, précurseur en quelque sorte de Standing Together, cf. infra).

Le lendemain de la guerre de Gaza de 2014, un mouvement féminin, Nachim Ossot Chalom (Women Wage Peace – Les femmes font la paix), a vu le jour. En son sein, des Israéliennes ont été rejointes par des Palestiniennes, notamment lors de la « Marche de l'espoir » d'octobre 2016, lorsque des groupes traversant tout le pays et la Cisjordanie se sont retrouvés à Jérusalem (la branche palestinienne a été créée en 2021, Women of the Sun). Pour ces

femmes, il s'agit de faire pression sur les (hommes) politiques pour qu'ils reviennent à la table des négociations, même en l'absence d'un « plan » préétabli⁽⁹⁾.

L'une des actions les plus remarquables du Forum des familles endeuillées, outre les rencontres régulières entre les parents et amis de toutes les victimes du conflit⁽¹⁰⁾, est d'organiser chaque année depuis 2005 une cérémonie conjointe de commémoration pour toutes ces victimes, juives-israéliennes et palestiniennes, qui se tient la veille de la cérémonie officielle israélienne uniquement dédiée aux victimes juives (avant le jour de l'indépendance). Plusieurs autres associations « mixtes » se joignent à cette cérémonie alternative, les Combatants for Peace et Standing Together en particulier. Depuis 2020 en outre, ces mêmes associations com-

(5) Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, 3 840 Gazaouis ont été soignés en Israël en 2013 (www.timesofisrael.com/israeli-hospitals-treat-gaza-residents-children/). L'organisation Road to Recovery comptait 1 300 bénévoles et, avant la guerre, aidait environ 140 patients par jour (<https://edition.cnn.com/2024/07/05/world/road-to-recovery-yuval-roth-israel-palestine-cnnheroes>). En 2025, leur travail continue, bien qu'à moindre échelle – plusieurs volontaires ont été assassinés, certains autres kidnappés par le Hamas (www.timesofisrael.com/hamas-killed-6-of-them-on-oct-7-why-these-israelis-still-drive-palestinians-to-hospitals/).

(6) Voir www.haaretz.com/opinion/2017-09-26/ty-article/.premium/bds-is-our-only-lever-against-occupation-apartheid/0000017f-e15f-df7c-a5ff-e37fie8e0000.

(7) Voir www.newyorker.com/newsletter/the-daily/the-palestinian-doctor-treating-israeli-patients.

(8) Hagai Boas, *The Political Economy of Organ Transplantation. Where Do Organs Come From?* Routledge, 2022.

(9) L'idée de la marche est venue de Huda Abuarquob, Palestinienne de Cisjordanie, aujourd'hui directrice régionale de l'Alliance pour la paix au Moyen-Orient (ALLMEP, un réseau de cent-soixante-dix organisations pour la paix, dont le siège est à Washington D.C.) ; H. Abuarquob fait partie aussi de Search for Common Ground, une organisation internationale pour laquelle elle anime des dialogues israélo-palestiniens. Cf. le film documentaire de Hanna Assoulina, *Les Guerrières de la Paix* (2018). Ce nom a été repris par la réalisatrice pour l'association qu'elle a fondée en France en 2022.

(10) Le livre de Colum McCann, *Apeiron* (Belfond, 2020), relate les témoignages en commun proposés par des parents, un Israélien et un Palestinien, en Israël et dans le monde.

« Des dynamiques sociales contradictoires caractérisent la société israélienne d'aujourd'hui : à côté des multiples organisations de lutte commune et d'interconnaissance, on trouve aussi, à une toute autre échelle, une très forte méconnaissance de l'autre palestinien, par peur ou par haine, jusqu'au refus d'en reconnaître l'existence. »

mémorent également ensemble la *Nakba*⁽¹¹⁾. Ces commémorations communes se tiennent chaque année malgré les difficultés des temps de guerre et d'attentats, et peuvent être suivies dans le monde entier via les plateformes en ligne.

D'autres associations mixtes sont plus directement liées aux milieux politiques et à l'élaboration de plans de paix, comme L'Initiative de Genève (2003) ou A Land for All: Two States. One Homeland, créée en 2012, qui réfléchit à un modèle de confédération entre les deux Etats, Israël et un futur Etat palestinien, sur une terre où la circulation des citoyens serait libre et où Jérusalem serait la capitale des deux Etats.

Le large champ d'action de Standing Together

Standing Together (ST), un des mouvements créés après la guerre de Gaza de 2014, a été fondé en grande partie par de jeunes gens qui se sont connus dans le contexte des grèves contre la vie chère en 2011. Cette organisation de terrain (*grassroots*) milite autant sur le plan social (pour l'égalité entre tous les citoyens israéliens et palestiniens, contre les discriminations envers les Juifs « orientaux » ou les LGBT+, pour la justice sociale et climatique) que pour une résolution politique du conflit israélo-palestinien.

Depuis le 7 octobre 2023, ST s'est fortement engagée pour la fin de la guerre, dès son commencement, et de toutes les autres guerres déclenchées ensuite (contre le Hezbollah puis l'Iran). Ses militants se mobilisent régulièrement par centaines pour sécuriser les convois d'aide humanitaire acheminée vers Gaza (convois souvent attaqués par des colons) et pour les « marches vers Gaza », organisées à plusieurs reprises en 2025, lorsque cette aide a été stoppée ou freinée par le gouvernement israélien. ST lutte aussi contre l'absence d'information sur la tragédie à Gaza en affichant, dans les espaces publics ou lors des grandes manifestations organisées par les groupes de soutien aux familles d'otages israéliens, des photos d'enfants gazaouis morts du fait des bombardements (voir photo p. 45). Pragmatique et souhaitant rallier à elle aussi un large public israélien-juif, ST participe à ces manifestations en portant un message double : la fin de la guerre et la libération de tous les otages encore retenus à Gaza. Le mouvement, toujours codirigé par un duo (une personne juive israélienne et une personne palestinienne), a des liens historiques avec le parti judéo-arabe Hadash, et s'inspire des idées et des stratégies notamment de Dov Khenin, universitaire et ancien député de la Knesset (2006-2019)⁽¹²⁾.

L'art comme une pratique politique

Les pratiques artistiques communes jouent un rôle important dans les mouvements de contestation ou de création de nouveaux espaces de communication ou de vie. Ici, le terrain peut être parfois délicat : s'agit-il d'une utilisation instrumentale et superficielle des éléments de la culture palestinienne⁽¹³⁾, ou bien d'une réelle coopération constructive ? Emerge aussi l'idée que le rapport condescendant et raciste vis-à-vis des Juifs « orientaux » (*Mizrahim*) relèverait d'une même lutte pour la reconnaissance que celle des Palestiniens.

Parmi les réussites de coopération autour d'un projet artistique se trouve par exemple l'Arab-Hebrew Theatre de Jaffa, fondé en 1990, le West-Eastern Divan Orchestra (1999), incluant des artistes venant d'Israël et des Etats arabes voisins, Rana, une chorale féminine arabo-juive unique (depuis 2008), et enfin le film documentaire *No Other Land* (2025), coproduit par deux Israël-

« Pourquoi les organisations réunissant les Juifs et les Arabes d'Israël fédèrent-elles aujourd'hui davantage que les plus anciens mouvements militant pour la paix ? Parce qu'elles mettent en avant des causes qui concernent tous les citoyens, Juifs et Palestiniens, et parce que l'image originelle d'un sionisme égalitaire de 1948, vers lequel il suffirait de revenir, ne convainc plus. »

liens et deux Palestiniens et qui montre les exactions des colons israéliens (aidés par l'armée) contre des villages de Cisjordanie, à proximité de Hébron. Il constitue une bonne illustration de cette double réalité israélienne : celle d'une occupation violente et d'une annexion rampante de la Cisjordanie, menée par le gouvernement d'extrême droite israélien actuel, et celle d'une solidarité entre des militants israéliens, individuels ou en association, et des habitants de Cisjordanie⁽¹⁴⁾.

Des dynamiques sociales contradictoires caractérisent la société israélienne d'aujourd'hui : à côté des multiples organisations de lutte commune et d'interconnaissance, on trouve aussi, à une toute autre échelle, une très forte méconnaissance de l'autre palestinien, par peur ou par haine, jusqu'au refus d'en reconnaître l'existence. La construction en 2004 du mur de séparation en serait la métaphore la plus manifeste. En atteste aussi la présence de courants racistes et suprémacistes dans la coalition au pouvoir depuis novembre 2022. C'est une société civile à la fois forte de ses solidarités pratiques et fragile de ses divisions.

Pourquoi les organisations réunissant les Juifs et les Arabes d'Israël fédèrent-elles aujourd'hui davantage que les plus anciens mouvements militant pour la paix ? D'une part parce qu'elles mettent en avant des causes qui concernent tous les citoyens, Juifs et Palestiniens, comme l'écologie ou la cherté de la vie. Mais peut-être y a-t-il une autre raison, plus fondamentale ? Il semble que l'image originelle d'un sionisme égalitaire de 1948, vers lequel il suffirait de revenir, ne convainc plus⁽¹⁵⁾. Un nouveau récit est nécessaire pour la gauche qui devrait, si elle veut survivre, reconnaître que la notion de « sionisme », en raison même des évolutions considérables de la société israélienne, est peut-être devenue superflue voire contreproductive pour penser l'avenir d'un Etat d'Israël réellement démocratique. ●

(11) Le 14 mai, selon la date civile de la création de l'Etat d'Israël.

(12) Le texte « Theory of change » (2022) précise les détails du programme théorique et pratique du mouvement.

(13) Comme le dénonçait le rappeur palestinien d'Israël Tamer Nafar...

(14) Ce film a d'ailleurs obtenu l'Oscar du meilleur documentaire en 2025.

(15) Les discussions sur le post-sionisme, critiques de ce qu'on considère comme les « mythes fondateurs d'Israël », existent dans les débats académiques depuis la fin des années 1980 (cf. Florence Heymann et Michel Abitbol éd., *L'historiographie israélienne aujourd'hui*, CNRS Editions, 1998). Depuis environ 2005 toutefois, on observe un déplacement des études sur le passé d'Israël, où ce n'est pas la Grande Histoire qui est étudiée, mais plutôt des histoires. Ce déplacement a été qualifié de tournant « post-post-sioniste » (cf. Assaf Likhovski, « Post-Post-Zionist Historiography », in *Israel Studies*, n° 15, 2010, p. 1-23).